

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 octobre 2025
(Convocation du 30 septembre 2025)

Aujourd'hui, le 08 octobre 2025 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle communale de Barcelonne-du-Gers, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	27
• Voix	172
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	14
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	28
• Voix	186
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Patricia Beaumont, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Philippe Brethes, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Marc Mabillet, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : Paul Carrère



OBJET : Ressources humaines - Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité concernant la mission d'animation territoriale de l'EPTB sur le bassin versant des Luys en application de l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique

Exposé des motifs :

Monsieur le président expose à l'assemblée délibérante qu'en tant qu'établissement public territorial de bassin (EPTB), l'Institution Adour mène une mission à l'échelle globale du bassin de l'Adour pour assurer une cohérence des politiques et actions à l'échelle des sous-bassins versants, en conduisant des missions d'animation ou de maîtrise d'ouvrage de projets sur ces domaines de compétences, en concertation avec les partenaires et acteurs des territoires.

Le bassin versant des Luys fait l'objet de la mise en œuvre d'un plan de gestion des étiages (PGE) depuis 2012 pour assurer chaque année la gestion de la ressource en eau et sa disponibilité pour les usages et les milieux naturels en période d'étiage. La disposition A1 du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 prévoit la mise en place de SAGE sur l'ensemble du territoire Adour-Garonne d'ici 2027. Dans ce contexte, en accord avec l'agence de l'eau Adour-Garonne, afin de mener une démarche d'animation locale et d'état des lieux de la ressource en eau et des milieux aquatiques du bassin versant des Luys il convient de créer un emploi non permanent de technicien.

Afin d'assurer les missions décrites ci-dessus, il est nécessaire de créer un emploi non permanent à temps complet (35/35^{ème}) pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité sur le grade de technicien territorial (catégorie B), sur la période du 1^{er} octobre 2025 au 31 décembre 2025, et ce, pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité en matière d'animation territoriale au sein de l'EPTB.

L'agent recruté sera chargé d'assurer les missions d'état des lieux et diagnostic du bassin versant ainsi que d'animation territoriale.

Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : niveau Bac + 3.

Ce contrat à durée déterminée est ouvert à compter du 1^{er} octobre 2025, pour une durée de trois mois. L'agent recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 389 correspondant au 1^{er} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade de technicien territorial, emploi de catégorie hiérarchique B.

Le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique, d'une durée de 3 mois.

Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L.332-23 1°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

Considérant l'accroissement temporaire d'activité en matière d'animation territoriale au sein de l'EPTB,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- de créer un emploi non permanent à temps complet à raison de 35 h/semaine de technicien territorial, emploi de catégorie hiérarchique B, pour la période du 1^{er} octobre 2025 au 31 décembre 2025 pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité en matière d'animation territoriale au sein de l'EPTB,
- que l'agent recruté sera chargé d'assurer les missions d'état des lieux/diagnostic du bassin versant et d'animation territoriale,
- que le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : Bac+3,
- que l'agent recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 389 correspondant au 1^{er} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade de technicien territorial, emploi de catégorie hiérarchique B,
- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique, pour une durée de 3 mois,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant sont inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet,
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 octobre 2025 à Barcelonne-du-Gers,

Le Président,
Paul CARRÈRE